

donné d'excellents arguments en faveur d'une cause faible et malaisée à défendre. Je tiens à dire très sincèrement que je trouve qu'ils ont tous les deux fait un excellent travail en accomplissant la difficile mission que leur avait confiée le premier ministre.

La plupart de mes remarques porteront sur les questions internes, les questions que la nation canadienne doit résoudre; mais avant de continuer, je veux faire remarquer que je considère que la conquête de l'espace est l'un des événements les plus importants de l'histoire contemporaine et que quand on étudiera la période présente l'attitude du monde libre à ce sujet apparaîtra comme extrêmement importante pour notre destinée. Je propose que, pendant cette session parlementaire, on fasse en sorte que les députés puissent étudier cette question à fond afin de déterminer quelle attitude devra prendre le Canada, de déterminer quel devra être notre programme et de décider si, oui ou non, tout d'abord et de préférence par l'intermédiaire des Nations-Unies ou bien en second lieu par la coopération avec les autres nations du monde libre, nous pourrions envisager un effort commun dans ce sens.

J'ai écouté parler le premier ministre (M. Diefenbaker) et aussi le chef de l'opposition (M. Pearson). Chacun d'eux a prononcé un bon discours, de nature à stimuler leurs tenants et à faire un peu peur,—j'ai entendu bien souvent ce mot,—à leurs opposants. Mais ces discours auraient pu aussi bien être prononcés à la Chambre il y a deux ans par les mêmes personnes siégeant de côtés opposés, sauf qu'ils auraient dû échanger leurs notes.

Le gouvernement au pouvoir en ce moment a déjà présenté son troisième discours du trône. Ce gouvernement est à mon avis surtout arrivé au pouvoir pour deux raisons: premièrement, l'administration libérale n'avait pas réglé certains problèmes très graves qui se posaient à la nation canadienne, et, deuxièmement, le premier ministre actuel, ainsi que ceux qui l'entourent, avaient été en mesure d'avancer des arguments très frappants et de captiver l'imagination de notre population en la persuadant que si on leur donnait le pouvoir, ils régleraient les problèmes que le gouvernement précédent n'avait pas été capable de résoudre.

Quels étaient donc ces problèmes, et de quels arguments le gouvernement conservateur s'est-il servi pour arriver au pouvoir? L'un de ces arguments avançait évidemment que le gouvernement actuel s'occuperait de l'inflation, qu'il mettrait fin à l'érosion du dollar canadien et arrêterait l'affaiblissement constant de la valeur des prestations de sécurité sociale. Le ministre des Finances

(M. Fleming) et le premier ministre ont contribué à la prise du pouvoir par le gouvernement en mettant à nu des maux qu'ils attribuaient au programme d'argent rare et d'intérêt élevé du gouvernement précédent. Voilà l'une des raisons pour lesquelles ils siègent maintenant du côté que l'on sait.

A quel point le gouvernement, lorsqu'il était dans l'opposition en qualité de parti conservateur, se lamentait-il sur le sort des provinces! A quel point se lamentait-il sur la situation financière des provinces, et avec quelle insistance disait-il que le gouvernement du jour permettait des taux d'intérêt élevés au point d'aggraver davantage les difficultés des finances municipales! Avec quelle insistance disait-il: "Si nous avions seulement les rênes du pouvoir, nous convoquerions une conférence fédérale-provinciales!" Le ministre des Finances a déclaré au mois de janvier de l'an dernier qu'il convoquerait une deuxième conférence fédérale-provinciale afin d'assurer la solution à ces problèmes.

Le gouvernement, faisant appel à nos citoyens âgés, a déclaré que, s'il était porté au pouvoir, non seulement nos vieillards toucheraient une pension plus élevée, mais que des mesures immédiates seraient prises afin de mettre en vigueur un programme de sécurité sociale plus étendu. Il a promis de remédier au chômage. Le premier ministre a même promis de remédier au sort de chaque chômeur en particulier. Il a dit que personne au Canada ne souffrirait du chômage s'il devenait premier ministre du pays. Les derniers chiffres que nous ayons,—nous en aurons de nouveaux demain,—indiquent que plus de 400,000 Canadiens sont en chômage.

L'hon. M. Martin: Il y en a plus de deux fois ce nombre.

M. Argue: Le gouvernement a pris le pouvoir en promettant de résoudre la crise agricole. Il s'est engagé à résoudre les difficultés des cultivateurs en instituant la parité des prix et les paiements d'appoint, et en soustrayant, par ce moyen, le cultivateur aux conséquences du rétrécissement de la marge de profit.

Le très hon. M. Diefenbaker: Question de privilège; toute mention d'une promesse de paiements d'appoint est gratuite.

M. Argue: J'ai les faits consignés ici, et ce ne sera pas la première fois que j'aurai inscrit ces faits au compte rendu.

Le très hon. M. Diefenbaker: Ce ne sont pas des faits.

M. Argue: Ils n'ont pas été niés, et je les attribuerai au ministre en cause quand j'en arriverai là dans mon discours. Le premier